



AUX CHEMINOTS CONTRACTUELS & STATUTAIRES

Montreuil, le 29 mai 2024

COLLECTIF F-MIXITÉ

EXTRÊME DROITE : L'IMPOSTURE SOCIALE !

Sous une apparence pseudo-sociale, l'extrême droite propose une politique bien marquée à droite, pro-capitaliste, de division et de haine.

Elle soutient les sociétés patriarcales mettant au banc l'égalité de droits entre les femmes et les hommes.

Les cheminotes ne sont pas épargnées !

En matière de droits des femmes, l'extrême droite a une ligne de conduite : celle de les combattre, de les mépriser et de les piétiner... Lors des votes à l'Assemblée, elle s'est systématiquement opposée quasiment unanimement aux textes qui promeuvent l'égalité entre les femmes et les hommes – que ce soit pour l'égalité salariale, l'accès à la contraception, la lutte contre les violences faites aux femmes et les violences de genre ou la promotion de la parité.

LES SALAIRES : INÉGALITÉS SALARIALES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'extrême droite dit soutenir celles et ceux réclamant une augmentation de salaire, et non pas des primes. Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Il s'agit de supprimer des cotisations sociales versées par les employeurs, la défiscalisation des heures supplémentaires...

Pire, quand il s'agit d'augmenter les salaires minimums, les partis nationalistes s'y opposent : contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation ou contre l'encadrement des salaires.

En d'autres termes, la volonté est une diminution du salaire socialisé pourtant indispensable au financement des protections sociales (CPR, chômage, ...).

Dans l'entreprise historique, les inégalités salariales femmes/hommes, les carrières hachées de nombreuses cheminotes, le temps partiel pris par les femmes sous couvert de contraintes familiales alimentent les inégalités salariales et viennent percuter leurs droits.

LES RETRAITES : INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes Pénibilité. La régulation de nos retraites, ce « système déficitaire », se ferait par une relance de la natalité.

Rappelons également que les partis nationalistes ont voté contre la revalorisation des petites retraites majoritairement perçues par les femmes, comme dans le secteur agricole par exemple.

Les cheminotes sont les premières victimes avec les pensions les plus basses.

LE LOGEMENT : PARC SNCF

Social ? Certainement pas ! L'extrême droite veut réduire le nombre de logements sociaux et supprimer le minimum de 25 % imposé aux communes.

Il en va de même concernant le gel des prix des loyers auquel l'extrême droite s'oppose ; opposition encore à l'augmentation des hébergements d'urgence dont le nombre est à ce jour insuffisant pour notamment garantir la sécurité des femmes victimes de violences conjugales.



LES SERVICES PUBLICS

Alors que les services publics sont un facteur de progrès et d'égalité, l'extrême droite, dorénavant à la tête de certaines municipalités, privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige les associations de soutien à la vie citoyenne comme les plannings familiaux à fermer leurs portes faute de subvention.

La défense des services publics n'est alors qu'un affichage pour éviter les débats de fond. Une véritable casse des services publics s'organise dans leur programme.

Par exemple, les partis nationalistes ont même voté contre le recrutement des sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires.

Ce discours patriarcal et réactionnaire est très en adéquation avec celui des bataillons anti-IVG ! D'ailleurs, concernant l'inscription de l'IVG dans la Constitution, le vote de l'extrême droite a été partagé, les dirigeants étant fondamentalement opposés à l'avortement. Le refus de reconnaître à la femme le droit de disposer de son corps est la racine des discours radicalisés.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Ceux qui prétendent défendre la justice sociale nient pourtant les écarts de salaire entre les femmes et les hommes, préférant inviter les femmes à choisir des « métiers mieux payés ».

Au niveau européen, les partis nationalistes se sont opposés à la directive visant à lutter contre la discrimination en matière de rémunération et à contribuer à combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne.

Toujours sous couvert de justice sociale, ils soutiennent les « revenus pour les mères au foyer » qui assignent donc les femmes à un travail domestique... Drôle de conception de l'égalité !

Sur la lutte contre les violences faites aux femmes, encore une vive opposition au déblocage d'un milliard d'euros alors que tous les 3 jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint.

En conclusion, malgré une stratégie de dédramatisation adroitement mise en place auprès des médias et du public, les idées restent les mêmes. L'extrême droite n'est absolument pas un parti de justice sociale prônant l'égalité des travailleuses et travailleurs. Elle est au contraire en opposition directe aux revendications des travailleur·euse·s, des retraité·e·s, des privé·e·s d'emploi et elle est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

**Ne laissons pas les idées d'extrême droite envahir la société
et réduire les droits les plus fondamentaux !**

**Ensemble, exigeons le progrès social
lors des prochaines élections européennes !**

